



Le 7 février 2019

COMMUNIQUE DE PRESSE Comité Régional Cgt Bretagne

Alors que la réunion de la session plénière du Conseil Régional qui se réunit les 7,8 et 9 février 2019 entend avoir un moment d'échange sur deux documents, manifestement majeurs pour une certaine « ambition publique partagée en Bretagne », force est de constater que sans les articles de presse ou la fuite orchestrée il y a quelques jours, les organisations syndicales de salariés n'en auraient pas eu connaissance.

Est-ce à croire qu'il n'y a rien pour le monde du travail dans ces pages qui pourtant sont tant attendues, du moins du côté des institutions et plus particulièrement pour le tandem Conseil Régional et Etat ? C'est peut-être cela la réalité : des arrangements et des transferts de compétences voire quelques financements et rien d'autre sur la question de l'emploi, des capacités des services publics, des conditions de travail, des salaires, ...

Que les syndicats ne soient pas en exclusivité, rien d'anormal, mais même la Conférence Sociale réunie il y a quelques jours n'a pas permis un échange sur ces sujets malgré le fait que les questions des mobilités aient été abordées par exemple. Le CESER lui-même a été snobé dans la précipitation actuelle sur sa consultation préalable.

Si précipitation il doit y avoir, c'est surtout sur des mesures d'urgence comme le revendique la CGT par l'instauration d'une indemnité de transport pour les salariés les plus éloignés de leur lieu de travail utilisant leur véhicule, puisque contraints. Mais c'est pourtant sur ce thème là que le silence est assourdissant.

Tout est fait pour ignorer le cœur des sujets avec le monde du travail plus particulièrement en ce qui concerne les salaires, les pensions, le logement, les transports, la présence et l'accessibilité aux services publics donc l'emploi stable, la fiscalité,

Il manque cruellement de concret mais, une fois encore, les syndicats ont été laissés très éloignés du contenu des deux pactes bretons qui sont signés ce vendredi 8 février en présence du Premier Ministre.

L'attitude des représentants de nos institutions reste véritablement en décalage par rapport à ce que nos concitoyens considèrent comme prioritaire.

Il va sans dire que cette attitude prend son origine dans les consignes du grand patronat exonéré de tout alors que responsable de beaucoup.

La CGT, quant à elle, retient un évènement cette semaine : près de 9 000 personnes se sont mobilisées le 5 février en Bretagne répondant ainsi à son appel et personne ne peut l'ignorer.